

METTRE FIN À L'ÉCONOMIE-CASINO

Olivier Starquit

2008, annus horribilis, une crise financière magistrale a sévi. Il a fallu sauver les banques à tout prix. C'est le cas de le dire, car le prix a été élevé. Cette crise n'a pas été la première crise du système financier et ne sera sans doute pas la dernière. La crise financière a permis l'instrumentalisation des gouvernements et de l'argent public. Elle a affecté l'ensemble de l'économie mondiale et se combine avec une crise alimentaire, énergétique, climatique et sociale avec pour conséquences chômage, cherté de la vie, exclusion des plus pauvres, vulnérabilité des classes moyennes. L'Etat est redevenu l'assureur forcé et cette situation perdurera tant que les structures demeureront les mêmes.

Comment en est-on arrivé à ce système économique où une crise chasse l'autre, où une bulle succède à une autre et où la spéculation s'est installée comme un mode opératoire du système économique ? Où dans un grand élan de résignation enthousiaste, les Etats ont renoncé à l'ensemble des moyens qui leur auraient permis de prendre leurs responsabilités et ont confié au libre marché mondialisé la charge de l'avenir de la planète ?

« La crise financière n'est pas une dérive du capitalisme : c'est le signe qu'il fonctionne trop bien en ayant réussi à imposer un blocage salarial universel qu'il a besoin de la financiarisation pour assurer sa reproduction. Ce phénomène n'est donc pas une excroissance malsaine sur un corps sain mais un élément constitutif du capitalisme contemporain. »¹

Cette crise a aussi été caractérisée par la tragique désorientation des décideurs et la persévérance dans l'obscurité des acteurs de la finance.

Quelques constats :

- Alors que l'horizon de la catastrophe peut rester un instrument utile pour faire sauter le verrou de la gestion et pour remplacer la peur d'une interruption catastrophique par le désir d'une interruption politique, la situation actuelle semble indiquer un retour au *business as usual* : on spéculé sur les stocks alimentaires, les bonus sont de retour (avaient-ils seulement disparu ?), le secret bancaire reste maintenu.
- Le pouvoir public a été invité à faire le ménage mais doit restituer l'appartement à ceux qui l'ont incendié. Mais, déverser un tapis d'euros sur les braises dans un monde configuré par trente années de réformes néolibérales, c'est comme pousser sur une corde pour faire avancer un âne : les structures d'accueil font défaut pour accueillir

¹ Michel Husson, *Un pur capitalisme*, Lausanne, éditions Page deux, 2008, p.192

dignement l'héritage keynésien (politique industrielle, services publics): partant, ne faudrait-il pas d'abord recréer ces cadres institutionnels démantelés ?

- Dans quelle mesure l'illusion d'un déterminisme affligeant nommé crise n'est-il pas entretenu afin de nous empêcher de descendre dans la rue pour rappeler aux dirigeants que nous ne sommes pas responsables de la crise et que nous n'avons pas à en faire les frais ?
- La crise soulève aussi le paradoxe suivant : « on veut que nous fassions l'éloge d'une « démocratie » où les dirigeants sont impunément les servants de l'appropriation financière privée ? On veut absolument que le citoyen « comprenne » qu'il est totalement impossible de boucher le trou de la sécu mais qu'on doit boucher sans compter les milliards le trou des banques ? Nous devons approuver gravement que personne n'envisage plus de nationaliser une usine mise en difficulté par la concurrence, usine où travaillent des milliers d'ouvriers, mais qu'il est évident de le faire pour une banque que la spéculation met sur la paille ? »²

Avec tout ce qui se déchaîne sur nous par les crises écologique, économique et sociale, monte la tentation du fatalisme (on ne peut quand même rien changer). Mais tel n'est, bien évidemment, pas notre propos.

Si la grande force du capitalisme est d'être toujours capable de transformer les conséquences de son action en nouvelles opportunités de développement, la crise pose néanmoins la question de l'organisation, de la production et de la répartition des richesses et elle interroge le mode de production ainsi que le rapport à la nature et aux ressources naturelles.

Comment s'attaquer aux structures du capitalisme de basse pression salariale, en d'autres termes, comment s'attaquer à la contrainte actionnariale et à la contrainte concurrentielle ? En légiférant sur la rémunération du capital (taxe Tobin, taxe sur les investissements directs à l'étranger, taxe unitaire sur les bénéfices, Cotisation Sociale Généralisée, SLAM³,...) alors que la rémunération des travailleurs est passée sous la barre des 50% ? En prélevant une cotisation spéciale de sécurité sociale sur les hautes rémunérations ? En prévoyant un revenu maximum admissible ? En limitant les boni et/ou en récupérant ceux qui ont été indûment versés ?

Par la régulation ? Encore faudrait-il s'entendre sur ce que ce terme utilisé par toutes les parties recouvre. Oui, si la régulation constitue les étapes d'une transformation radicale et permet une sortie de crise qui ne soit pas la guerre. Non, si elle ne fait que prolonger une logique destructrice de la vie.

Quelle socialisation des banques ? La création d'un Pôle public de financement implique aussi un changement des objectifs des banques. Plus modestement, un changement du mode de fonctionnement des banques n'est-il pas souhaitable ? (Scission entre banque d'affaires et banque de dépôt, versement d'un bonus après 5 ans, contrôle des CA des banques par le Conseil d'Entreprise par exemple.)

² Alain Badiou, *L'hypothèse communiste*, Paris, Lignes, 2009, p.79

³ Shareholder Limited authorized Margin : seuil au-delà duquel tout dépassement fait l'objet d'un écrêtement par prélèvement fiscal intégral

Aussi longtemps que prévaudra le système financier, dont la seule vocation est d'engranger un maximum de profits en un minimum de temps, la mise en place d'une économie respectueuse de l'environnement ne restera-t-elle pas une chimère ?

Le salut réside-t-il alors dans la moralisation du capitalisme ou l'éthique du capitalisme est-elle une farce où tout le monde fait semblant que le capitalisme moral n'est pas un oxymore ?

Le discours sur la fiscalité doit devenir une arme de conviction massive, car accroître le train de vie des plus nantis participe à la financiarisation de l'économie et à l'alimentation de la bulle. Or, plus l'impôt est progressif, plus il détourne de la rente financière une part importante de la richesse produite et la redistribution de l'impôt directement dans le financement des services publics participe de cette logique et montre en outre qu'il est possible de produire hors de la sphère marchande.

Et L'Europe dans tout cela ?

Il est bon de rappeler que la mondialisation qui a restreint la marge de manœuvre des politiques publiques a été le fait d'autres politiques publiques. En ce sens, il est moins question d'un recul du politique face à l'économie mais plutôt d'une politique particulière visant à mettre l'état au service d'intérêts économiques particuliers. L'Europe, « loin du chimérique repart contre la globalisation libérale que célèbrent ses thuriféraires en constitue l'un des fers de lance »⁴.

Par ailleurs, le Traité Constitutionnel Européen, précurseur du Traité de Lisbonne, « partage avec la constitution de l'ex-URSS le triste privilège d'être le seul grand texte institutionnel qui fige définitivement un modèle économique. »⁵

Dans ces conditions est-il envisageable de faire de l'Union européenne une vaste zone Tobin ? Faut-il songer à « briser les trois piliers de l'ordre économique européen : monétarisme, libre-concurrence et le libre-échange, à revenir sur l'indépendance octroyée à la BCE, à mettre fin à la déréglementation des marchés et à impulser la socialisation de secteurs-clés de l'économie (services publics, transports, banques, énergie), à empêcher le dumping social (harmonisation par le haut), à introduire une dose de protectionnisme (régulation des échanges favorisant des objectifs sociaux et écologiques) »⁶ ? Ce qui ne saurait advenir par enchantement, faut-il le dire ?

Une chose est certaine : la sortie de crise ne pourra se faire sans abandonner les paramètres de l'économie capitaliste.

Ce qui revient à dire en d'autres termes que, dans la crise systémique actuelle, les seules mesures pertinentes sont anticapitalistes. ■

⁴ François Denord et Antoine Schwartz, *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Paris, Raisons d'agir, 2009, p.80

⁵ Sophie Heine, *Une gauche contre L'Europe*, Bruxelles, éditions de l'ULB, 2009, p.137

⁶ François Denord et Antoine Schwartz, *op. cit.* p.123